

Dossier
climat

Les villes, moteurs du changement



Gay718

Confrontée à une pression démographique galopante, Munich (Allemagne) a choisi de limiter l'étalement de la ville en densifiant les zones urbaines existantes.

De Växjö à Pampelune, en passant par Besançon et Brasov, les villes d'Europe se positionnent de plus en plus comme des acteurs incontournables dans la lutte contre le changement climatique.

Des initiatives aussi dynamiques que le réseau européen Energy cities ou la Convention des maires prouvent que la ville est la bonne dimension pour favoriser la transition vers un modèle énergétique durable, à basse consommation et à haute qualité de vie.

Bo Frank, le maire de la ville de Växjö, en Suède, qui a misé sur les énergies renouvelables, notamment la biomasse.

« La ville, c'est là où l'on vit, travaille, se divertit, autant d'activités consommatrices d'énergie. C'est là aussi que se font des choix décisifs au niveau de l'urbanisme, des transports, de la mobilité. Si l'on veut réduire notre consommation énergétique et mobiliser des ressources renouvelables, du soleil, de la biomasse, des déchets, cela ne peut se faire que localement », explique Gérard Magnin, délégué général d'Energy cities (1). Ce réseau européen œuvre depuis 20 ans pour une reconnaissance forte du rôle des autorités locales dans le domaine de l'énergie. « L'énergie et la ville, la ville et l'énergie, ça doit marcher ensemble ! Nous avons eu cette intuition alors que le pétrole ne valait presque rien et que la question climatique était encore balbutiante. Nous voyions des villes qui, grâce à des compétences légales élargies dans le domaine énergétique, innovaient. Pourquoi ce qui était possible dans tel pays semblait-il impossible ailleurs ? Cette question nous a donné envie d'aller voir par delà les frontières et d'échanger nos informations. »

Växjö, Suède (77 000 habitants) Adieu, vieux fossiles !

Désignée ville la plus verte d'Europe en 2000 et 2007, Växjö a décidé, au milieu des années 90, d'abandonner les combustibles fossiles. Objectif : combattre le changement climatique tout en dynamisant l'économie locale. Un pari ambitieux, puisque la ville souhaite réduire de 75 % ses émissions de gaz à effet de serre avant 2025. Et Växjö est déjà en bonne voie. Elle couvre près de 90 % des besoins en chauffage des habitants et des entreprises grâce à un chauffage urbain centralisé, alimenté à 84 % par des énergies renouvelables, essentiellement le bois. La ville leur fournit également l'électricité, dont plus d'un tiers est produit par la biomasse, l'éolien, le biogaz et l'énergie solaire. 80 % de l'éclairage public sont assurés par des ampoules basse consommation. En 2006, plus de 50 % de la consommation d'énergie totale de la ville était d'origine renouvelable. Et ce n'est pas tout : la municipalité encourage aussi l'usage des voitures à l'éthanol. Il y a quatre ans, plus de 1 000 voitures étaient déjà équipées de ce système. ■



Mats Samuelsson

L'énergie des cités

Aujourd'hui, Energy cities réunit plus de 1 000 membres, villes et associations de

villes issues d'une trentaine de pays européens, qui partagent une vision commune : une ville à basse consommation énergétique et à haute qualité de vie. Loin de représenter un avenir de privation et de frustration, cette perspective est au contraire prometteuse en termes d'amélioration du bien-être, de recul de la précarité énergétique, mais aussi de développement de nouveaux emplois. A travers le partage d'expériences et de bonnes pratiques, le réseau entend prouver qu'un changement de direction sur le terrain est possible. Ville dédiée au vélo à Odense, au Danemark, ville 0 % combustible fossile à Växjö en Suède, ville compacte à Munich : de la mobilité à l'approvisionnement énergétique en passant par l'aménagement du territoire, les exemples de villes européennes qui font preuve d'initiatives ambitieuses se multiplient. « *Le capital de connaissances que détiennent les autorités locales est immense*, constate Gérard Magnin. *Depuis maintenant 20 ans, la philosophie d'Energy cities repose sur la force du travail en réseau, une forme moderne de travail, suffisamment informelle pour permettre la spontanéité et la réactivité, et assez organisée pour favoriser des actions et des prises de position communes. Pour relever les défis actuels avec la créativité nécessaire, il nous faut de nouveaux modes de gouvernance, une mise en commun d'idées, d'outils et de stratégies.* »

Quand les maires s'engagent

Et pourtant, malgré ce dynamisme évident, le niveau local reste encore trop souvent ignoré dans les documents stratégiques qui fixent les grandes orientations politiques en matière de climat et d'énergie. Pour décliner ses objectifs 3x20, soit réaliser 20 % d'économies d'énergie, réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre et augmenter de 20 % la part d'énergie renouvelable dans les pays de l'Union à l'horizon 2020, l'UE avait privilégié, au départ, la dimension nationale. Qu'à cela ne tienne ! Huit semaines après l'adoption des objectifs européens en décembre 2008, 350 maires, fédérés par l'initiative de la Convention des maires, s'engageaient devant le Parlement européen à les atteindre et même à les dépasser de façon libre et volontaire (2). Aujourd'hui, cet élan commun, sans précédent en Europe, est devenu un véritable mouvement de masse, avec près de 2 000 maires engagés, ce qui représente environ 130 millions d'habitants.

Pour le délégué général d'Energy cities, qui fait partie des organisations pilotant ce projet, la Convention des maires est porteuse d'un message clair. « *Nous leur disons : vous, Union européenne et Etats, vous êtes engagés légalement sur des objectifs. A notre niveau, sur une base volontaire, nous allons vous aider à les atteindre. En retour, aidez-nous à vous aider, en nous facilitant la vie par des réglementations qui favorisent l'initiative locale, une taxation incitative, des programmes de soutien... Sans l'intervention majeure des villes, il n'y a aucune chance d'atteindre les objectifs européens*

Heerlen, Pays-Bas (95 000 habitants) La mine d'or se réveille

Qui aurait pu un jour penser que la vieille industrie minière recelait encore des trésors ? A Heerlen pourtant, des anciennes mines de charbon inondées ont été reconverties en source d'énergie renouvelable. Grâce à la construction de la première centrale géothermique à eau minière du monde, l'eau chaude et l'eau froide sont pompées et remontées des tunnels de la mine pour servir de chauffage central et de climatisation à plus de 400 immeubles neufs. Ce système permettra également à l'avenir d'approvisionner de nombreux bâtiments non résidentiels (1 800 équivalents-logements). Grâce à cette nouvelle source d'énergie, la ville peut espérer réduire ses émissions de CO₂ de près de 55 %.

des de gagner le gros lot. Autre exemple : un concours en équipes pour les classes d'enfants de 12 ans, dont l'enjeu est de cumuler le plus grand nombre de kilomètres à vélo ou à pied pour se rendre à l'école ou à leurs activités extrascolaires. A Odense, on respire !

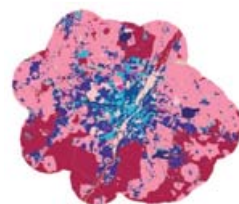
Odense, Danemark (185 000 habitants) A vélo, pour le gros lot !

Plus de 500 km de pistes cyclables, la priorité aux cyclistes dans la circulation, un festival annuel du vélo : dans cette ville du Danemark rebaptisée « capitale du vélo », deux ménages sur trois n'ont plus de voiture. Grâce à une politique active de la commune et aux nombreux investissements dans l'équipement, Odense a vu les déplacements à vélo croître de 50 % en 10 ans. Des campagnes de promotion du vélo y sont régulièrement mises en place. Les parents sont par exemple invités à rallier la crèche à vélo ou à pied aussi souvent que possible. Pour chaque trajet, ils se voient remettre un ticket de tombola, le nombre de tickets reçus augmentant les chances

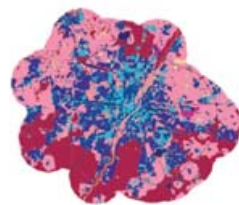
Munich, Allemagne (1 326 000 habitants) La ville compacte

Face à la pression démographique galopante, Munich a fait le choix, depuis de nombreuses années, de lutter contre l'étalement urbain, cette expansion non planifiée et non contrôlée de la ville vers sa périphérie, qui engendre des surcoûts tant pour les habitants (transports) que pour la ville (nouveaux équipements). Munich a donc choisi de densifier son habitat et de maintenir sa population dans un territoire limité. La construction de nouvelles rues est fortement restreinte. Ce choix urbanistique s'intègre à une politique de mixité sociale et de conservation des espaces verts. Ces derniers ont même augmenté de 10 % entre 1998 et 2008. La ville dispose aujourd'hui de 3 000 hectares d'espaces verts, soit 22,2 m² par habitant. Outre ses 1 200 km de pistes cyclables, Munich encourage aussi fortement le développement et l'usage des transports publics (71 km de lignes de tram), qui sont à basse émission. Cette stratégie urbaine laisse une grande place à la participation du public, via un processus de dialogue ouvert avec les citoyens de tous âges, les comités de quartiers, les chambres de commerce, les syndicats et les églises, les institutions et les ONG.

1955



1990



énergie-climat. » Et d'imaginer un futur où des milliers de villes européennes auraient un plan d'action pour l'énergie durable mis en place par l'ensemble des acteurs du territoire. « *La partie serait gagnée !* », conclut Gérard Magnin. Si le message semble être entendu du côté des institutions, puisque la Direction générale énergie de l'UE a validé la Convention des maires, il reste toutefois du chemin à parcourir avant que le rôle innovant des villes en matière de transition énergétique soit pleinement reconnu.

Amélie Mouton

(1) www.energy-cities.eu

(2) www.eumayors.eu

En savoir +

Certaines villes sont reprises dans l'exposition intitulée « Imagine » (1), qui présente les meilleures pratiques urbaines en terme d'énergie, de logement, d'aménagement du territoire et de mobilité : www.imagineyouenergyfuture.eu

Pampelune, Espagne (197 275 habitants) Du soleil à l'école !

Pampelune est une 400 villes européennes du réseau Energy cities à participer à la campagne « Display » (1), qui encourage les collectivités locales à afficher les performances énergétiques de leurs bâtiments publics grâce à une signalétique simple et ludique. Plus aisée à évaluer, l'efficacité énergétique des bâtiments publics est aussi plus visible, ce qui facilite la sensibilisation et la communication avec la population locale. Pampelune est allée encore plus loin en lançant, en 2001, un réseau d'écoles photovoltaïques. L'objectif : réduire les émissions de CO₂ tout en utilisant les panneaux solaires installés sur les toits à des fins pédagogiques. Des écrans interactifs permettent aux élèves de suivre en temps réel la quantité d'énergie produite et de voir les émissions de CO₂ épargnées. Les panneaux sont connectés au réseau public et l'énergie revendue aux distributeurs. Entre 2004 et 2006, ce sont près de 26 000 euros qui ont été économisés grâce à ce système. Un chiffre en constante augmentation puisque de nouveaux panneaux solaires sont installés chaque année.

(1) www.display-campaign.org